

25 janvier 2016

Texte de Roland Madou

Lors de son intervention à Queens'Park, le 22 février 2005, au sujet du bilinguisme de la ville d'Ottawa, Jim Watson a dit :

The bill is exactly what the city of Ottawa requested several years ago, when it passed a resolution stating, and I quote, "That the province of Ontario be asked to amend the City of Ottawa Act, 1999, to require that the administration of the city of Ottawa and the provision of municipal services to the public be in French and English pursuant to the bilingualism policy adopted by council."

Si la ville d'Ottawa n'avait voté que cette seule résolution sur le sujet, on pourrait à la limite considérer que le législateur a effectivement suivi à la lettre ce que la ville demandait. Mais Jim Watson sort complètement cette disposition de son contexte. Cette demande à la province était la sixième d'un ensemble de sept résolutions relatives à l'adoption par la ville (à une forte majorité) de la politique de bilinguisme de l'ancienne ville d'Ottawa. Le contexte montre donc clairement que, en réalité, **ce que la ville demandait était que cette politique de bilinguisme qu'elle adoptait à ce moment soit incorporée dans la loi**, et pas une quelconque politique de bilinguisme, comme le laisse entendre Jim Watson.

Mais il y a encore bien plus pour éclairer le contexte. Le jour-même du vote, le 9 mai 2001, le maire Bob Chiarelli répondait ainsi aux journalistes : « *M. Harris nous a dit que la Ville devait prendre sa propre décision. On l'a fait, et on lui demande maintenant d'amender la loi créant la ville d'Ottawa pour y inclure le bilinguisme* » (Le Droit du 10 mai 2001). « *It sends a message out to Canada and to the world that Canada's capital is a bilingual city and I think that's important* » (Ottawa Citizen du 10 mai 2001). Et la première page des journaux du 10 mai 2001 était claire : « *C'est fait : Ottawa est bilingue* » (Le Droit) et « *Council declares city bilingual* » (Ottawa Citizen).

Pourtant, Jim Watson déclarait que "**this bill does not make Ottawa bilingual or impose any type of bilingualism or official bilingualism on the city and people of Ottawa**" (voir page 9 du compte rendu officiel qui était joint à ma note d'hier). Le ministre Jim Watson reconnaissait donc lui-même que cette loi de 2005 était une coquille vide. Il semble être le seul à avoir compris que c'est ce que la ville demandait !

On peut d'ailleurs souligner l'opposition de pensée entre le ministre Jim Watson et son Premier ministre Dalton McGuinty. Du temps où il était dans l'opposition, Dalton McGuinty avait vivement critiqué Mike Harris et John Baird, qu'il avait traité de « Judas Iscariote des francophones » parce qu'il avait refusé d'appuyer la recommandation de Glen Shortliffe de désigner bilingue la nouvelle ville d'Ottawa dans la loi (voir notamment l'article d'Isabelle Ducas dans Le Droit du 20 décembre 1999). Et lors de la campagne électorale qui l'a porté au pouvoir, Dalton McGuinty avait promis aux francophones de faire voter ce bilinguisme d'Ottawa (voir l'article de Dianne Paquette-Legault dans Le Droit du 25 juin 2003). Mais c'était sans

compter sur le poids de Jim Watson au conseil des ministres. À la page 10 du compte rendu officiel qui était joint à ma note d'hier, on lit en effet le cri de victoire de Jim Watson :

“I was very clear on my position that the province should not impose official bilingualism on the city of Ottawa and I'm pleased that this bill respects that position”.

C'est donc bien Jim Watson qui, pour ne pas effaroucher ses électeurs d'Ottawa West-Nepean, a pesé de tout son poids pour que le gouvernement ontarien ne suive pas la demande de la ville. Et ensuite, pour ne pas admettre qu'il brisait une promesse électorale, ce gouvernement a été obligé d'essayer de nous faire croire que cela répondait à la demande de la ville, en sortant cette demande de son contexte.